

Tocqueville Magazine

LE FLASH

LUNDI 12 NOVEMBRE 2012

COMPETITIVITE : L'IDOLE FRACASSEE

C'est à une nouvelle histoire bien française que nous assistons médusés. Dès son arrivée, le nouveau pouvoir a montré sa haine des riches et des patrons en la concrétisant par des impôts et des réglementations contraignantes. C'était une attaque frontale contre la compétitivité ; la seule excuse était l'ignorance de ce pouvoir : ce n'est pas à l'ENA que l'on apprend quoi que ce soit d'utile et de concret sur les entreprises et sur le fonctionnement d'une économie libre.

Soudain, le pouvoir se réveille sentant le parquet qui s'effondre, il commande un rapport. Les rapports répondent à un usage bien établi de la « République Fromagère ou R.F. » pour se débarrasser d'une calamité souvent causée par lui-même ; parfois le rapport est conçu pour être long à rédiger ce qui favorise un camarade en peine. L'élu pour la compétitivité était sans danger : Louis Gallois est un haut fonctionnaire socialiste n'ayant pas l'expérience de la direction d'entreprise capitaliste, mais uniquement d'entreprise publique comme la SNCF. Il ne peut donc connaître le fonctionnement réel des entreprises privées.

Il a, d'ailleurs, montré son incompétence en brandissant son rapport sur le perron de l'Elysée avec 22 mesures. Ces 22 mesures ne sont que du copier-coller de nombreux rapports antérieurs sur le même sujet et ressemblent toutes à des usines à gaz. Elles ne peuvent remédier à la désindustrialisation, au chômage en conséquence et à la paupérisation.

LES INTENTIONS DU POUVOIR

Le pouvoir, avec sagesse, a enfermé le rapport Gallois dans le placard doré des milliers de rapports inutiles et a énoncé ses intentions. Ce faisant il renchérit sur les défauts visibles du rapport Gallois.

Sans sourire, il va proposer 35 mesures ! Il n'est plus question de choc : les principales mesures sont annoncées pour le budget 2013. Alors que des entreprises meurent tous les jours, on leur promet des lendemains qui chanteront en 2014 ! L'illisibilité est totale ; personne ne peut comprendre le mécanisme du crédit d'impôt annoncé et de belles empoignades juridiques sont probables dans la foulée. Il est impossible de prévoir son impact réel ; cela n'empêche pas le gouvernement de prétendre chiffrer à 300 000 le nombre des futurs emplois qui seront créés : un ordinateur peut tourner comme un fou, mais il ne finira que refléter les hypothèses fournies par les manipulateurs qui le dirigent. En outre, motus sur le nombre d'emplois détruits par l'ouragan fiscal annoncé. Les futures décisions éventuelles exhalent une telle odeur d'usines à gaz que des députés de la majorité s'en inquiètent à juste titre.

Le pouvoir d'achat va être sérieusement amputé par les hausses de TVA prévues avec de nouveaux taux intermédiaires. Là encore l'ordinateur nous apprend que cela ne fera pas fléchir la consommation. Le fléchissement du pouvoir d'achat signifie les progrès de la paupérisation donc moins de clients pour les entreprises qui y perdront de la compétitivité.

Indépendamment de la TVA, bien d'autres impôts nous menacent sans que des chiffres puissent être cités car cela bouge tous les jours. Cet acharnement fiscal se profile après un salut rapide et poli aux économies d'argent public que l'on ne fera pas. Justement chemin faisant, l'on ne manque pas de prévoir de nouveaux organismes comme un fonds spécial de 500 millions d'euros pour les PME en difficulté. Le rôle des comités d'entreprises va être renforcé puisqu'ils auront le droit de vérifier l'usage du crédit d'impôt.

L'espoir déraisonnable est, en manipulant adroitement les compteurs de la galaxie d'usines à gaz super étatiques, de faire surgir du gaz là où il n'y en a pas.

L'origine historique de tous ces désordres est que le manque de compétitivité viendrait exclusivement du poids insupportable des charges sociales. Les chiffres cités ici ou là montrent bien un écart important avec nos voisins s'accompagnant de coûts de main d'œuvre excessifs. Il faudrait donc décharger les entreprises et faire porter le fardeau par d'autres, ce qui est parfaitement illusoire. Il n'y a jamais de bons impôts : si les entreprises espèrent échapper, d'une façon incertaine au demeurant, aux charges sociales, elles seront rattrapées par ailleurs.

LA SOLUTION

L'Etat socialiste envahit depuis longtemps 70 % de la vie nationale et tous les comptes sont solidaires. Faute de la politique adéquate, si l'on décharge les uns, d'autres seront tapés et la paupérisation continuera.

Les réactions du MEDEF, de la CGPME et d'autres organisations patronales sont étranges ; le plan est approuvé globalement car la fronde des patrons aurait fait fléchir le gouvernement. Une question terrible se pose devant cette attitude : y-a-il ignorance ou complicité active ? Peut-être les deux.

Les lecteurs habituels de ces flashs connaissent la voie royale ouverte pour redonner au peuple français la prospérité à laquelle il a droit, au lieu de la cruelle austérité qui lui est imposée. Cela passe évidemment par la libération des entreprises seules créatrices de richesse.

A cette fin, il faut supprimer un ou deux grands impôts, pas en 2013 mais tout de suite. Parallèlement il ne faut pas saluer poliment les économies mais les faire. Elles doivent être liquides, immédiates et massives.

L'histoire du TITANIC est instructive. Le capitaine était seul maître à bord comme le veut l'usage. Il a mal analysé les faits et, surtout, s'est obstiné dans l'erreur : la suite est connue.

Par un pur hasard électoral, le capitaine du vaisseau France a tous les pouvoirs, ce qui est très rare. S'il s'obstine dans l'erreur, il va précipiter les passagers contre l'iceberg dur de la réalité.

MICHEL de PONCINS

Pour envoyer un commentaire ou inscrire des amis même en nombre :

micheldeponcins@orange.fr

Pour comprendre le chômage, lire du même auteur

CHOMAGE, FILS DU SOCIALISME

(La vérité, les remèdes)

Le livre édité par les éditions de l'œil est disponible chez l'auteur. Adresser un chèque de 23 euros au 5 rue Dufrenoy 75116 Paris
